

M. MacLellan: Le moins que le gouvernement puisse faire serait de témoigner une certaine confiance au secteur et de garantir ces prêts. Combien d'emplois faudra-t-il perdre pour que le gouvernement cesse de parler et passe à l'action?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le gouvernement a pris jusqu'à maintenant des mesures qui ont créé plus d'emplois dans le secteur du pétrole qu'il n'en existait à l'époque où le parti d'en face exerçait le pouvoir.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MISES À PIED À LA B.C. TELEPHONE COMPANY

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi. La ministre sait-elle que dans la région de Kootenay, en Colombie-Britannique, où le taux de chômage se maintient à 21 p. 100, la B. C. Telephone Company aggravera cette tragédie en éliminant 70 postes de travailleurs en télécommunications? La ministre approuvera-t-elle la subvention demandée par le Telecommunication Workers Union en vue de mener une étude sur l'impact de l'évolution technologique, qui prive de leur emploi un grand nombre de femmes, dans une région où, compte tenu d'un chômage très élevé, elles ne pourront plus trouver de travail.

● (1450)

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je me réjouis de la question de la députée. Comme elle et d'autres députés le savent, la Planification de l'emploi comprend un certain nombre de programmes qui nous permettent de considérer divers types de projets. Nous avons financé un grand nombre de projets provenant de la Colombie-Britannique et je suis certaine que, si la députée encourage divers groupes à soumettre des projets, ils seront examinés.

L'INCIDENCE DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES SUR LES FEMMES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, je parle d'environ 70 femmes employées par une compagnie de téléphone qui perdent leur poste en raison de changements technologiques. La ministre rencontrera-t-elle son collègue des Communications et demandera-t-elle au CRTC de tenir des audiences spéciales à Cranbrook, (C.-B.) au sujet de cette situation urgente? Répondra-t-elle aussi à la demande de cette collectivité qui réclame un moratoire d'un an sur les mises à pied? Elle s'intéresse à l'incidence des changements technologiques sur les femmes; voilà une occasion de passer à l'action.

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, dans sa première question, la députée demandait si un projet visant à résoudre ce problème pouvait être envisagé. J'ai répondu que si on soumettait un projet, il serait examiné. Je ne comprends pas bien ce

Questions orales

que la députée me demande de faire de plus. J'accueille avec plaisir ce genre de projets.

* * *

[Français]

LA RÉGLEMENTATION

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DU GROUPE DE TRAVAIL MIS SUR PIED POUR ANALYSER LES ASPECTS DE LA RÉGLEMENTATION

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, je désire poser une question au président du Conseil privé, leader parlementaire et ministre responsable de la réglementation.

Le gouvernement du Québec a mis sur pied une équipe de travail pour analyser les aspects de la réglementation.

Est-ce que le ministre responsable s'est assuré de communiquer avec le gouvernement du Québec afin d'éviter la duplication et favoriser une bonne coordination de ces efforts?

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, j'ai demandé à mes hauts fonctionnaires du secrétariat à la réglementation de travailler en étroite collaboration avec les autres gouvernements provinciaux.

Dans le cas du Québec, nous avons rencontré à deux reprises M. Reed Scowen, président du groupe de travail sur la réglementation.

Tout indique, monsieur le Président, que nos efforts seront couronnés de succès, pour le plus grand bien-être des Québécois et de la nation tout entière.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LE CONSEIL DES AGRICULTEURS DES MARITIMES—LA DEMANDE DE FINANCEMENT À LONG TERME

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et a trait aux entretiens qu'il a eus hier avec les représentants du Conseil des agriculteurs des Maritimes. Il le sait, le Conseil des premiers ministres des Maritimes appuie leur cause en faveur d'un financement à long terme des programmes de stabilisation des prix des céréales, des programmes de certificat de culture de céréales fourragères, et de l'aide à l'établissement d'infrastructure. Recommandera-t-il à ses collègues du cabinet d'accéder à cette demande et d'y consacrer les fonds voulus? Accordera-t-il également 23.5 millions de dollars pour la première année afin d'en faire une solution viable d'un très, très grave problème?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'apprécie les instances du député. Je dois cependant lui rappeler, ainsi qu'à la Chambre, que les instances que je reçois sur le sujet sont beaucoup plus nombreuses et fréquentes de la part des députés de ce côté-ci de la Chambre. J'ai eu d'excellents entretiens hier lors de la réunion de deux heures et demie que j'ai eue avec la FCA, et le projet progresse très bien.